

Bruxelles, le 24 septembre 1973

RESUME D'UN DISCOURS PRONONCE PAR M. P.J. LARDINOIS, MEMBRE DE LA  
COMMISSION EUROPEENNE, A L'OCCASION DU 25<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DU COMPTOIR  
CENTRAL DE VENTE DE L'AZOTE, LE 21 SEPTEMBRE 1973 A LA HAYE

---

Le temps est venu de mettre en oeuvre une politique agricole mondiale. Tel est le thème central du discours que M. Lardinois a prononcé le 21 septembre à La Haye. M. Lardinois a déclaré que les Communautés européennes, riches d'une grande expérience internationale, devraient pouvoir faire oeuvre de pionnier à cet égard.

Cette politique mondiale, a dit M. Lardinois, devrait partir de la nécessité de stabiliser le marché pour certains produits de base. A ce propos, il a rappelé les efforts déployés par les Communautés européennes pour parvenir à la conclusion de conventions internationales sur ces produits, dans le cadre des négociations qui viennent de s'ouvrir au GATT. Selon M. Lardinois, un programme de constitution de réserves pour un certain nombre de produits de base constituera un élément-clé de cette future politique mondiale. Non seulement ces réserves contribueront à stabiliser les marchés, mais elles peuvent permettre de surcroît à la Communauté de mener une action rapide et résolue dans le cadre de sa politique en matière d'approvisionnement. M. Lardinois estime que cette politique devra être ultérieurement intensifiée, de même que la politique européenne à l'égard des pays en voie de développement. Se référant aux initiatives importantes que la Communauté a prises en ce domaine, M. Lardinois a affirmé que la politique en matière de développement doit acquérir, de plus en plus, une dimension mondiale.

Si l'on considère l'agriculture à l'échelle mondiale, il ne faut toutefois jamais oublier, selon M. Lardinois, que la politique agricole présente partout des caractères spécifiques. C'est ainsi que la politique agricole communautaire est adaptée aux structures et au climat de l'Europe occidentale. Les situations respectives étant différentes, il serait déraisonnable de prétendre de transposer en Europe la politique agricole d'autres régions, par exemple des Etats-Unis. A cet égard, M. Lardinois a repoussé la demande américaine tendant à abaisser les prix de céréales fourragères et à faire dépendre plus étroitement de ces céréales fourragères la production de viande bovine et de produits laitiers. Si l'Europe devait délaisser le facteur de production actuel de viande bovine et de produits laitiers (les herbages), elle deviendrait encore plus tributaire des importations de céréales et de protéines. Selon M. Lardinois, les phénomènes récemment constatés sur le marché mondial, et tout particulièrement dans le secteur des protéines, ont montré à quel danger les consommateurs sont exposés dans le cas d'une dépendance encore accrue à l'égard des autres continents pour l'approvisionnement en produits de base. En outre, dans le secteur de la

viande bovine, il sera possible de créer de nouveaux systèmes d'exploitation fondés sur les herbages, dont la capacité de concurrence pourra être améliorée par rapport aux autres systèmes existants.

Parlant de la situation mondiale en matière de denrées alimentaires, M. Lardinois a déclaré que les besoins demeurent énormes, d'où la nécessité de canaliser et d'utiliser de manière optimale le formidable potentiel agricole du monde occidental, dans l'intérêt de la population mondiale. Il ne faut pas oublier, a dit M. Lardinois, que l'Europe occidentale est favorisée par des conditions climatiques qui en font une des régions du monde où la production agricole est la moins aléatoire. Ce potentiel de production est nécessaire, il mérite qu'on le modernise et qu'on y investisse. Il convient cependant de mettre un terme aux excédents structurels; l'impératif de l'heure, selon M. Lardinois, c'est de constituer des réserves planifiées à l'échelle mondiale.

M. Lardinois a estimé que les récentes conversations politiques de Copenhague ont permis de franchir une étape dans la bonne voie, celle d'une identité européenne. Il a toutefois souligné qu'une identité européenne affirmée vis-à-vis du monde extérieur ne saurait être une fin en soi, mais qu'elle devrait être en même temps le moyen de continuer à promouvoir le progrès à l'intérieur. Dans ce contexte, il a réitéré son récent appel à oeuvrer pour des progrès économiques, politiques et institutionnels, qu'il juge au demeurant nécessaires pour assurer le développement ultérieur de la politique agricole communautaire. "Une politique agricole européenne, viable et intégrée, dépend directement et indirectement de la rapidité des progrès accomplis dans les autres domaines du processus d'unification".